

CCN > page 4

Élections et syndicalisation :
maîtres mots du CCN

INTERVIEW > page 8

Sophie Binet, secrétaire
générale de la CGT

CULTURE(S) > page 15

Cinéma, lecture...

Enjeux et perspectives dans le commerce et les services : interview avec Sophie Binet

APRÈS SEULEMENT 6 MOIS À LA TÊTE DE LA CGT, SOPHIE BINET DRESSE UN BILAN MARQUÉ PAR LA VICTOIRE DES VERTBAUDET. ELLE ABORDE LES PRIORITÉS DE LA CGT POUR LES ANNÉES À VENIR EN METTANT EN AVANT LES ENJEUX SPÉCIFIQUES DE LA FÉDÉRATION. / PAGE 8

échanges

Sommaire no/ 427

4

CCN

Élections et syndicalisation : Maîtres mots du CCN

5

JURIDIQUE

Désignation d'un délégué syndical dans les entreprises de plus de 50 salariés : précisions de la cour de cassation

8

INTERVIEW

Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT.

12

AGIRC-ARCCO

Pourquoi la CGT signe-t-elle l'accord AGIRC-ARCCO ?

14

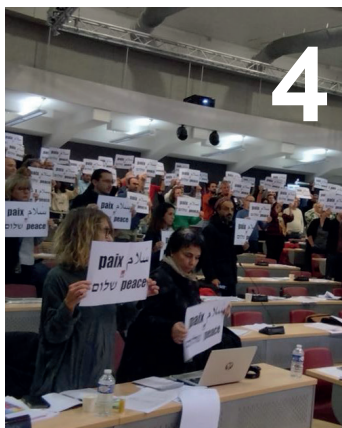
MOBILISATION

Stop à la location gérance : forte mobilisation à Bercy

15

CULTURE(S)

Cinéma
Bâtiment 5,
Ma France à moi,
Lecture
La Mafia d'État.



échanges

Fédération CGT Commerce et Services

263, rue de Paris – Case 425- 93514 Montreuil Cedex

e-mail : fd.commerce.services@cgt.fr

<http://www.commerce.cgt.fr>

Téléphone : 01 55 82 76 79

Magazine mensuel des syndiqués de la

Fédération CGT Commerce et Services

N° CP 0625 S 05629

Directeur de publication : Stéphane Fustec

Coordination rédaction : Cédric Hafner

Création maquette : Frédéric Joffre

Photos : FD Commerce CGT, Adobe Stock

HUMA Print-Cl-01 60 90 55 00

Dépôt légal : décembre 2023

Tirage moyen : 16151 exemplaires



Stop à la guerre militaire et sociale !



Patricia Alonso, secrétaire fédérale

En ce mois de décembre, alors que les fêtes de Noël approchent, la préparation pour terminer l'année en beauté et partager des moments précieux en famille et entre amis est en cours. Cependant, en parallèle, une guerre militaire et sociale menace les travailleurs du monde entier. Le mois dernier a été marqué par une actualité dense, tant au niveau national qu'international.

La fédération exprime sa condamnation des crimes de guerre, souligne l'escalade meurtrière en cours, et appelle à l'arrêt des bombardements pour assurer la sécurité et les besoins fondamentaux de la population. Le soutien est adressé aux victimes civiles israéliennes et palestiniennes ainsi qu'aux organisations syndicales.


La classe ouvrière subit également une violence sociale, avec une explosion de la pauvreté, notamment en France. L'inflation touche durement les plus modestes, et la fédération souligne l'importance des salaires, avec de nombreux travailleurs gagnant moins de 2000 euros par mois.

Malgré ces défis, la CGT reste déterminée à construire la victoire, appelant à de réelles augmentations de salaires. L'année 2023 est marquée par des attaques contre les acquis des travailleurs, la casse des droits des salariés, et des réformes controversées.

Le gouvernement est critiqué pour des actions telles que la réforme des retraites et l'utilisation de l'article 49-3. La fédération a participé activement à des journées d'action nationales et confédérales, organisant des actions spécifiques dans ses secteurs.

Des actions récentes incluent des manifestations et rassemblements pour exiger des augmentations salariales, l'indexation des salaires sur les prix, et le blocage des prix, en particulier pour les produits de première nécessité. La fédération souligne que Macron craint l'explosion sociale et appelle à la continuité de la mobilisation.

Des événements, tels que des actions fédérales et des journées de syndicalisation, seront planifiés. La fédération met en avant l'importance des élections professionnelles à venir dans les entreprises privées pour renforcer la place du syndicalisme.

En conclusion, l'appel est lancé pour travailler ensemble afin de rassembler les travailleurs de France et du monde, afin que personne ne décide à leur place, et pour défendre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. 

ÉLECTIONS ET SYNDICALISATION : MAÎTRE MOT DU CCN

Le Comité Confédéral National s'est tenu les 7 et 8 Novembre à Montreuil à débuté par un rapport d'actualité complet de notre Secrétaire Générale Sophie Binet.

Gregory Cipriano, secrétaire fédéral

L'ambadrice de Palestine en France, Hala Abou-Hassira, était l'invitée du comité confédéral national de la CGT et a été accueillie par Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT. Elle était déjà venue rencontrer le même CCN il y a un peu plus d'un an, le 22 mars 2022, pour témoigner de l'ampleur de la colonisation israélienne et de la violence dans les territoires occupés. Très émue, tout comme les personnes présentes dans la salle du CCN, elle est venue ce 7 novembre 2023 témoigner des conditions épouvantables dans lesquelles vivent aujourd'hui les Gazaouis, depuis l'offensive d'Israël sur la bande de Gaza en réponse à l'attaque terroriste du Hamas du 7 octobre dernier. L'ambadrice a rappelé l'importance du soutien de la CGT dans la défense des droits du peuple palestinien.

Avant de donner la parole à Madame l'Ambadrice de Palestine, Sophie BINET a dénoncé «le débat public, en France et en Europe (...) honteux avec une mise en concurrence et une hiérarchisation des morts. La Cgt a toujours été très claire en refusant de choisir ses victimes. Nous dénonçons l'assassinat de tous les civils, israéliens et palestiniens, nous dénonçons l'augmentation préoccupante en France de l'antisémitisme, du racisme et de l'islamophobie. Nous exigeons surtout, depuis un mois, un cessez-le-feu immédiat.»



Sophie Binet, a insisté sur le fait que « pour qu'une paix juste et durable voit le jour, pour que les Israéliens puissent avoir le droit de vivre en sécurité, la justice est indispensable et les résolutions de l'ONU, foulées aux pieds par le gouvernement Netanyahu, doivent être respectées. »

Ces deux journées se sont poursuivies sur le rapport des réponses au questionnaire relatif au mouvement de lutte contre la réformes des retraites, qui a permis de faire le point ensemble et collectivement de manière constructive.

Les organisations du CCN ont pris la mesure des défis auxquels le monde du travail est confronté, elles ont fixé comme priorité l'action pour la paix au plan international et celle contre l'austérité et pour l'augmentation des salaires et des pensions partout en Europe.

La Fédération CGT Commerce et Services a indiqué au CCN, son plan de travail prioritaire avec le lancement d'une campagne élection avec comme date le 13 novembre 2023, à Disney pour

tractage massif aux salariés et une campagne d'affichage massive partout en France pour la fin novembre.

La Fédération poursuit sa campagne de syndicalisation, en se rendant le 30 Novembre à la rencontre des salariés du Commerce à Rouen faisant suite aux déploiements à Val D'Europe, St Briec et Reims.

La fédération a rappelé l'importance de la structuration de nos syndiqués qui nous permet de prendre contact avec eux, de les sensibiliser et de les mettre dans l'action sur les salaires et les plans sociaux qui augmentent dans notre secteur d'activité comme chez Habitat, Bricorama etc..

La fédération reste active dans toutes les luttes qu'elles soient comme par exemple l'Euro manif qui s'est tenue le 12 décembre à Bruxelles et inscrit déjà dans son plan d'action plusieurs dates sur la fin d'année 2023 et début 2024.

Engagés et déterminés, telle est notre devise ! 

Désignation d'un délégué syndical dans les entreprises de + de 50 salariés

précisions de la cour de cassation

Philippe Boislandon,

Pôle juridique



La désignation des délégués syndicaux est le monopole des organisations représentatives.

La désignation des délégués syndicaux est le monopole des organisations représentatives.

Dans les entreprises ou établissements d'au moins cinquante salariés, les conditions quant à la personne désignée sont les suivantes :

- Avoir été candidat aux élections CSE au premier tour.
- Avoir, lors du premier tour au moins 10% des suffrages valablement exprimés.
- S'il ne reste plus aucun candidat remplissant ces conditions en raison d'un départ (licenciement, démission...) ou d'une renonciation, le syndicat pourra alors désigner un délégué syndical parmi ses autres adhérents dans l'entreprise dans l'ordre suivant :
 - Parmi les élus n'ayant pas recueilli 10% des voix aux dernières élections CSE
 - A défaut, parmi les candidats n'ayant pas recueilli 10% des voix aux dernières élections CSE
 - En dernier ressort, parmi les adhérents du syndicat, au sein de l'entreprise.

En effet, la loi n°2018-217 du 19 mars 2017, art 6 a modifié l'article L2143-3 du Code du travail, en laissant la possibilité de désigner un délégué, sans tenir compte des candidatures, si l'ensemble des élus, ou à défaut l'ensemble

des candidats renoncent par écrit au mandat. En principe, l'article L2143-3 indique donc clairement que la renonciation au mandat de délégué syndical de la part des élus ou candidats ayant recueilli au moins 10% des voix de leur collège au premier tour des dernières élections professionnelles, doit être expresse, et ne peut donc par conséquent pas se présumer.

Dans ce cadre, deux arrêts de la cour de cassation du 19 avril 2023 ont précisé la portée de la notion de renonciation.

La première affaire (Cass, Soc, 19 avril 2023, 21-23.348) est relative à la possibilité de mandater une salariée, ayant précédemment renoncé à être désignée déléguée syndicale, au cours d'un même cycle électoral. La deuxième, (Cass, Soc, 19 avril 2023, 21-60.127), concerne un salarié ayant cessé de cotiser à son organisation syndicale.

1. La renonciation à être désigné « délégué syndical » est-elle définitive ?

Cass, Soc, 19 avril 2023, 21-23.348

Des élections CSE se sont tenues au sein d'une société de restauration collective en octobre 2019. Une salariée, candidate au premier tour et ayant obtenu 10% des suffrages est désignée déléguée syndicale. Début juin 2020, elle renonce à sa désignation, elle est remplacée par une autre salariée.

Fin juin 2021, elle est à nouveau désignée déléguée syndicale.

Contestant la désignation, l'employeur saisit le tribunal judiciaire ; sa demande est rejetée. Il se pourvoit alors en cassation. En effet, l'employeur estime, en l'occurrence, que la salariée ne pouvait revenir sur sa renonciation à être désignée déléguée syndicale. Pour la chambre sociale, la renonciation par l'élu ou le candidat ayant recueilli au moins 10% des suffrages au premier tour des élections professionnelles, n'a pas pour conséquence de priver l'organisation syndicale de désigner ultérieurement, l'auteur de la renonciation. Il ne s'agit donc pas d'une

décision définitive.

Un salarié ayant renoncé à être délégué syndical peut être mandaté ultérieurement en tant que délégué syndical, s'il revient sur sa renonciation.

2. Le non-paiement des cotisations syndicales vaut-il renonciation à désignation ?

Cass, Soc, 19 avril 2023, 21-60.127

Les faits sont les suivants : un délégué syndical est désigné dans une entreprise.

L'employeur demande l'annulation du mandat en justice, sa demande est accueillie. Le syndicat se pourvoit en cassation.


Le tribunal a annulé le mandat, car il restait un candidat n'ayant pas renoncé à sa désignation en tant que délégué syndical.

Pour le syndicat, le salarié ne payant plus de cotisations, n'était plus adhérent depuis deux ans, ce dont résultait une renonciation à être mandaté.

La décision du tribunal est cassée. L'arrêt du paiement des cotisations syndicales pendant plus de 2 ans, vaut renonciation à l'activité syndicale et par voie de conséquence à être désigné en tant que délégué syndical.

Cette décision pourrait surprendre. En effet, il ressort des termes de l'article L2143-3 du Code du travail que la renonciation est expresse. Or, dans cette affaire, il restait un candidat qui pouvait être désigné.

On peut donc en conclure que la chambre sociale fait prévaloir la qualité d'adhérent. Le versement de cotisations matérialise l'accord de volonté entre le syndiqué et le syndicat, c'est-à-dire l'adhésion aux valeurs et aux idées défendues par le syndicat. On peut en conclure que renonce à représenter un syndicat, le ou la candidate qui ne verse plus ses cotisations. Vu sous cet angle, la solution adoptée par la chambre sociale ne peut être qu'approuvée !

Même si cela n'a pas encore été tranché, il convient de prendre en compte que l'article L2143-3 et la cour de cassation rappellent que l'organisation syndicale peut désigner un adhérent, à jour des cotisations. On peut par analogie se poser la question de la désignation d'un délégué syndical élu sur une liste alors qu'il n'est pas syndiqué. A méditer. 



SECAFI

GROUPE ALPHA

AGIR

SUR LES RISQUES PSYCHOSOCIAUX

Pour
en savoir plus,
formez-vous
avec Prometéea

Les risques psychosociaux : les comprendre pour mieux les prévenir

Secafi vous conseille sur le rôle à adopter face à certaines situations de salariés et sur des moyens d'action. Nous vous proposons des modules de formation adaptés à vos besoins. N'hésitez pas à contacter nos référents locaux.

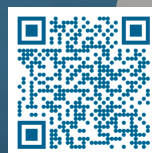
LES GUIDES AGIR
POUR L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL
À L'ATTENTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL

TÉLÉCHARGER LE GUIDE N° 3



+33 (0)1 53 62 70 00 www.secafi.com

+33 (0)1 56 53 65 08 www.prometea.org



Interview

Sophie Binet

Secrétaire Générale de la CGT



Quels sont les principaux accomplissements de la CGT sous ta responsabilité en 2023 ? Et de quoi es-tu la plus fière ?

C'est très court, ça ne fait même pas six mois que je suis Secrétaire Générale ! Mais je crois que ce dont je suis la plus fière, c'est de la victoire des Vertbaudet. En plus, ça vous concerne directement. Malgré la période extrêmement chargée par la lutte contre la réforme des retraites, je suis venue soutenir les camarades suite à la sollicitation de Manon.

La lutte des Vertbaudet était intense, marquée par des problèmes tels que le rachat de l'entreprise par un fonds, créant un rapport de force difficile. Cependant, je pensais que ma venue (leur grève qui durait déjà depuis plus d'un mois) suffirait à gagner. Las ! La direction et l'actionnaire étaient tellement acharnés qu'il a fallu un mois de plus pour remporter la victoire. Grâce à la force des travailleuses de Vertbaudet et au soutien crucial de l'Union Départementale du Nord, de la Fédération du Commerce et de la Confédération, nous avons finalement réussi.

C'est une grande fierté d'avoir participé à la lutte des Vertbaudet aux côtés de camarades déterminées. En fin de compte, cette lutte symbolique a eu un impact bien au-delà de notre victoire immédiate. Elle a inspiré l'espoir et la fierté, créant un puissant effet d'entraînement au sein de la communauté des travailleuses et travailleurs. Je suis fière non seulement du succès de nos camarades, mais aussi du rôle symbolique et mobilisateur de cette lutte.

Quelles étaient les priorités de la CGT en 2023, et comment analyses-tu la manière dont notre fédération, notre organisation a fait face ?

La priorité de la CGT, une fois le bureau confédéral en responsabilité, a été la lutte sur les retraites. Malgré toutes les forces que nous avons jetées dans la bataille, la mobilisation n'a pas abouti à une victoire, face à un néolibéralisme radicalisé et un président de la République aux pouvoirs étendus sous la Vème République.

Au cours du Conseil Confédéral National (CCN de novembre), un débat approfondi sur le bilan de la mobilisation retraite a été engagé, mettant en lumière les points forts et les raisons de la défaite. L'objectif est d'initier un large débat au sein de l'organisation, car comme disait Nelson Mandela : « Je ne perds jamais, soit je gagne, soit j'apprends. » La CGT vise ainsi à tirer des enseignements de cette expérience afin de renforcer sa position pour les luttes à venir.

Et donc, quel est ton ressenti sur le positionnement du patronat et du gouvernement, notamment sur la question de l'inflation ?

C'est honteux, c'est juste honteux de faire comme si c'était « circulez, il n'y a rien à voir... » minimiser les problèmes et reporter les décisions ! Malgré la pression des syndicats, le gouvernement a évité de discuter des salaires. Les principaux points marquants ont été l'obligation d'intégrer le mot « salaire » dans les discussions, la nécessité d'un cadre tripartite (gouvernement, patronat, syndicats) pour aborder la question au-delà des entreprises, et la réussite du renforcement de l'unité syndicale.

Cependant, les annonces du gouvernement étaient superficielles, se limitant à des menaces hypothétiques de sanctions pour les entreprises récalcitrantes d'ici juin, et ne concernant qu'un nombre restreint de branches. La mise en place nécessiterait une nouvelle loi, compliquée par l'absence de majorité gouvernementale. En fin de compte il n'y a aucune mesure immédiate et le patronat en est sorti très satisfait.

As-tu déjà une idée des chantiers que tu souhaiterais voir achevés ? D'ici trois ou quatre ans ?

La mobilisation contre la réforme des retraites a souligné à quel point il nous faut prendre soin de notre jardin syndical pour nous renforcer. Nous avons donc décidé de faire de 2024, l'année de congrès des syndicats. L'objectif est de se tourner en grand vers les salarié.e.s pour leur demander de quelle Cgt, ils, elles ont besoin et d'en tirer des leçons dans nos congrès. L'objectif est ensuite de gagner l'implication de l'ensemble de nos syndiqué.e.s et notamment des nouvelles et nouveaux, pour que le fonctionnement de nos syndicats reposent sur davantage de militant.e.s.

L'enjeu environnemental est également crucial, avec le lancement d'un plan d'action syndical pour l'environnement. Ce plan vise à sensibiliser et former chaque fédération, syndicat et territoire sur les enjeux environnementaux, en analysant l'impact du changement climatique dans leur domaine. L'objectif est de limiter l'impact environnemental de l'industrie et du secteur professionnel, en reconnaissant que le patronat et les pouvoirs publics ne sont pas suffisamment engagés dans cette problématique. Il est souligné que l'environnement ne doit pas être une question de spéculation capitaliste, et que les travailleurs doivent prendre l'initiative pour éviter d'être sacrifiés face aux enjeux environnementaux actuels.

Quelles sont les victoires significatives de la CGT qui t'ont le plus marquées ?

La grande grève des travailleurs sans papiers, impliquant environ 650 personnes, a été organisée après six mois de préparation par la Confédération, en coopération avec toutes les fédérations et UD concernées. Cette victoire est significative car elle contredit le discours raciste sur l'immigration, démontrant que même les travailleurs les plus précaires peuvent se mobiliser avec succès. La lutte des sans-papiers dément également les tentatives du gouvernement et des employeurs de diviser les travailleurs français et étrangers en opposant leurs droits. La CGT prône l'organisation des travailleurs sans-papiers pour protéger leurs droits, soulignant que cela élève les droits de tous les travailleurs et contrarie les stratégies de dumping social.

Quels sont, à ton avis, les principaux outils et leviers de la CGT pour gagner l'amélioration des salaires et des conditions de travail des travailleurs en 2024 ?

Des études menées par des universitaires, notamment pour le ministère du travail, ont démontré que les entreprises avec des syndicats, et celles où des grèves ont eu lieu, ont enregistré des augmentations de salaire plus importantes que celles sans syndicats ou grèves. Cela souligne l'efficacité de la lutte syndicale pour obtenir des améliorations salariales. Planter la CGT partout et organiser des mouvements de grève s'avèrent être les moyens les plus efficaces pour gagner des augmentations salariales. La négociation collective doit être réinvestie avec des propositions concrètes de la CGT, en s'appuyant sur le bilan des mobilisations passées, notamment sur la question des retraites, pour créer une stratégie d'unité syndicale. La difficulté actuelle dans les négociations collectives provient du manque de mobilisation et des efforts du patronat et du gouvernement pour diviser les syndicats. L'objectif est d'amener toutes les organisations syndicales à s'unir, afin que les négociations se basent sur les propositions syndicales plutôt que sur celles des employeurs, changeant ainsi la dynamique des négociations collectives. La clé réside dans la capacité des syndicats à s'unir sur des points clés et à les défendre fermement, comme cela a été fait lors de la mobilisation contre la réforme des retraites, afin d'obtenir des avancées significatives.

Comment la CGT a-t-elle contribué à la promotion de l'égalité des salaires entre femmes et hommes au cours de l'année écoulée ? Et quelle est ta vision globale sur la question de l'égalité femmes hommes ?

La CGT est fortement engagée depuis longtemps dans la promotion de l'égalité femmes-hommes, en particulier en matière d'égalité salariale. Elle a développé de nombreux outils disponibles sur notre site <https://www.egalite-professionnelle.cgt.fr/> tels qu'un guide de négociation collective, pour sensibiliser ses membres à ces questions. L'objectif est d'organiser une grande journée de grève le 8 mars, axée sur l'augmentation des salaires, en mettant en lumière les défis spécifiques auxquels sont confrontées les femmes, notamment le travail à temps partiel et la dévalorisation des métiers féminisés.

La nécessité de poser des questions précises sur les réalités professionnelles, telles que les conditions des travailleur.euse.s à temps partiel, la dévalorisation des métiers féminins, et la question des violences sexistes et sexuelles,

est soulignée. Il est également souligné que les hommes ont, bien évidemment, le droit de se joindre à la grève pour soutenir l'amélioration des salaires dans les secteurs féminisés. L'importance de lutter contre la dévalorisation des métiers féminins, illustrée par le cas des assistantes maternelles, est mise en lumière, et la nécessité de reconnaître la pénibilité de ces métiers est mise en avant. En conclusion, l'appel est lancé à tous les salariés, en particulier les femmes, à participer à la grève du 8 mars et à la préparer activement avec les syndicats dès le mois de décembre.

Penses-tu que la CGT et la Fédération CGT Commerce et Services ont renforcé leurs relations en 2023 ?

Oui, oui, oui ! Et c'est un plaisir. Durant le mandat précédent, il n'y avait pas d'élu à la CEC issu du Commerce. Actuellement, avec deux membres de la Fédération du Commerce, Elodie FERRIER et Amar LAGHA, siégeant dans la commission exécutive confédérale, la coopération est étroite. La confiance mutuelle facilite le traitement direct des questions liées au commerce. L'importance d'avoir des représentants de la fédération au sein de la commission exécutive confédérale est soulignée, notamment pour traiter efficacement des sujets interprofessionnels directement liés au commerce. Cela permet d'assurer que les questions interprofessionnelles sont bien intégrées aux luttes professionnelles spécifiques de la Fédération du commerce. Sur la question des élections professionnelles où on est très content justement du renouveau des liens entre la Fédération et la Confédération. Là on est dans une phase d'élections CSE où la quasi-totalité des salariés du privé votent pour les élections CSE. La Fédération du commerce, elle, pèse très lourd dans le nombre de salariés concernés. Donc évidemment pour nous, c'est très important de travailler avec la fédération sur cette question-là.

Comment la CGT a-t-elle abordé les enjeux spécifiques auxquels notre Fédération a été confrontée en 2023 et comment comptes-tu les aborder en 2024 ?

On a la campagne TPE en 2024 et le salariat TPE pèse lourd dans le champ du commerce. Et ce travail qu'on a fait sur la campagne CSE, je pense qu'on va pouvoir beaucoup le renforcer sur la campagne TPE et travailler main dans la main, ne serait-ce que pour arrêter de travailler en doublon. On perd du temps, de l'énergie, de l'argent et si on travaille mieux ensemble en amont, ça permet qu'on soit beaucoup plus efficaces ensemble.

En tant que première responsable de la CGT, quelles sont tes pistes pour représenter au mieux les intérêts des travailleurs du commerce et des services et répondre à leurs besoins ?

Je pense qu'il faut mieux rendre visible le secteur du tertiaire. La CGT est historiquement implantée dans l'industrie et donc je trouve que les luttes dans le tertiaire souffrent encore d'un manque de visibilité. C'est pour ça que j'ai tout de suite répondu à Manon et aux Vertbaudet, parce que ça m'a tout de suite parlé de mettre en visibilité cette lutte qui était d'abord aussi une lutte de femmes en plus dans un secteur dont on parle trop peu. Il faut mettre en visibilité les enjeux du tertiaire et les enjeux qui concernent la Fédération du commerce, qui concernent énormément de salariés et qui sont très interprofessionnels. La question de la dévalorisation des métiers féminisés, la question des temps partiels, la question des conditions de travail, qui se sont dégradées plus vite pour les employés que pour les ouvriers. Si les gilets jaunes sont nés en dehors du syndicalisme, c'est aussi parce qu'on n'est pas assez présents sur les enjeux qui concernent les employés qui subissent de plein fouet une dégradation de leurs conditions de travail, ces dix dernières années, notamment du fait des réformes Macron avec le travail le soir et le week-end, ainsi qu'avec une intensification du travail. Et ça, il y a besoin qu'on le rende beaucoup plus visible et qu'on travaille ensemble sur ces questions-là. 🇵🇷

POUVOIR D'ACHAT, LE GRAND DÉCROCHAGE



Numéro paru en octobre 2023

DOSSIER

POUVOIR D'ACHAT

La crise du pouvoir d'achat affecte tous les aspects du quotidien. Pourtant, des solutions existent pour élever le niveau de vie.

RENCONTRE

EDWY PLENEL, MEDIAPART

« Mediapart a un côté Robin des bois : on prend des secrets indus au pouvoir et on les rend au peuple ».

ENQUÊTE

JO PARIS 2024

Quel héritage pour les Jeux ? La question se pose sur le plan économique, social et environnemental.

ABONNEZ-VOUS* DÈS MAINTENANT !



* Ce numéro est inclus pour tout abonnement souscrit avant le 15/12/2023

En ligne sur nvoboutique.fr

BULLETIN D'ABONNEMENT

LA VIE OUVRIÈRE

À retourner accompagné de votre règlement à : La Vie Ouvrière, Case 600, 263 rue de Paris - 93516 Montreuil Cedex - Tél. : 01 49 88 68 50 - abonnement@nvo.fr

Oui, je m'abonne à la Vie Ouvrière papier et numérique (4 n°/an) + accès nvo.fr

☐ Formule VO : 60 €/an

☐ Formule VO SOLIDAIRE : 80 €/an

Syndicat / société (si nécessaire à l'expédition) _____

☐ Madame ☐ Monsieur

Nom _____

Prénom _____

N° _____ Rue _____

Code postal _____ Ville _____

Fédération ou branche professionnelle _____

Tél. _____ Année de naissance _____

Courriel _____

☐ J'accepte de recevoir les offres promotionnelles de l'entreprise de presse La Nouvelle SA La Vie Ouvrière.

Mode de paiement

☐ Chèque de à l'ordre de la Vie Ouvrière n° chèque _____

Banque _____

☐ Prélèvement automatique en : ☐ 1 x 60 € ☐ 12 x 5 € **SOLIDAIRE :** ☐ 1 x 80 €

Offre valable jusqu'au 31/12/2023 en France métropolitaine. Les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé par La Nouvelle SA La Vie Ouvrière l'entreprise de presse de la Cgt. Elles sont collectées et utilisées à des fins de traitement de votre abonnement. Votre adresse email et postale seront utilisées pour le suivi de votre abonnement, l'envoi de la lettre d'information numérique et de communications dont vous bénéficiez en qualité d'abonné. Ces données collectées seront communiquées au seul destinataire suivant : La Nouvelle SA La Vie Ouvrière. Ces données sont indispensables à ce traitement et conservées pendant 3 ans à compter de la fin de l'abonnement. Conformément à la réglementation en vigueur, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation de suppression et de portabilité de vos données. Pour exercer vos droits, veuillez contacter la Vie Ouvrière par email à abonnement@nvo.fr ou par courrier à Nouvelle SA La Vie Ouvrière Case 600, 263 rue de Paris, 93516 Montreuil Cedex. Consultez le site cnil.fr pour plus d'informations sur vos droits.

Mandat de prélèvement SEPA

Merci de remplir et signer l'autorisation de prélèvement ci-dessous et de joindre votre RIB.

Titulaire du compte

Nom _____ Prénom _____

N° _____ Rue _____

Code postal _____ Ville _____

IBAN _____

BIC _____

Créancier : Nouvelle SA La Vie Ouvrière 263, rue de Paris, case 600 - 93516 Montreuil Cedex

Identifiant SEPA : FR87ZZZ632727

Fait le : _____

Signature

Établissement teneur du compte

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

code origine : Courrier

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez (A) la Nouvelle SA La Vie Ouvrière à envoyer des instructions à (B) votre banque pour débiter votre compte et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de la Nouvelle SA La Vie Ouvrière. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé, sans tarder et au plus tard dans les treize mois en cas de prélèvement non autorisé.

la
cgt

POURQUOI LA CGT SIGNE-T-ELLE L'ACCORD AGIRC-ARCCO ?

Après avoir consulté ses membres, la CGT a décidé de signer l'Accord National Interprofessionnel (ANI) relatif à l'Agirc-l'Arcco du 5 octobre, bien que des réserves aient été exprimées.

Sylvie Vachoux, secrétaire fédérale

Cet accord, déjà approuvé par la CFDT, CFE-CGC, FO et CFTC, découle des négociations entamées après l'entrée en vigueur de la réforme des retraites. Ces discussions ont abouti à plusieurs avancées significatives, telles que la revalorisation de 4,9% des pensions à partir du 1er novembre 2023 et la suppression du malus instauré en 2019, obligeant les cotisants à rester en activité pendant un an après avoir atteint le taux plein dans le régime de base.


L'ANI, couvrant la période 2023-2026, acte la fin du coefficient de solidarité le 1er décembre 2023 pour les futurs retraités et à partir du 1er avril 2024 pour les retraités actuels. Cependant, le gouvernement a annoncé une ponction dans les finances du régime de retraites complémentaires, estimée entre 1 et 3 milliards d'euros par an. Cette mesure est justifiée par le Ministre du Travail, Olivier Dussopt, comme un moyen d'aider le financement des pensions des retraités les plus fragiles du régime général. Cette justification est contestée par les organisations syndicales, y compris la CGT, et même par le Médef, qui pilote le régime Agirc-Arcco.



La CGT, n'ayant pas signé d'accord AGIRC-ARCCO depuis 1993, se félicite d'avoir contribué à empêcher le gouvernement de déposer un amendement fin octobre au PLFFS prévoyant cette ponction. Le régime de retraites complémentaires, géré par les syndicats et les organisations patronales, dispose actuellement de réserves de financement s'élevant à 68 milliards d'euros, suscitant l'intérêt du gouvernement. Malgré un premier recul du gouvernement, la CGT reste vigilante, considérant le geste de l'exécutif comme un repli tactique face au risque d'une motion de censure des députés.

Le gouvernement menace de déposer un amendement d'ici décembre, avant la fin du PLFSS, si une nouvelle négociation n'aboutit pas à la ponction. La CGT refuse de négocier sous la contrainte et signe l'accord pour empêcher le gouvernement de prélever l'argent des salariés et ponctionner l'Agirc-Arcco. Une ponction aurait des conséquences en cascade,

remettant en question les revalorisations et l'autonomie du régime, avec une accentuation de la dégradation (-63% en quarante ans) du rendement de la cotisation des pensions complémentaires.

Cette dégradation affecte particulièrement les cadres, poussant la CGT à accompagner sa signature de réserves. Le rendement prévu pour un cadre moyen de la génération 1996 à la retraite est de 49,1% de son salaire net de fin de carrière, comparé à 63,7% pour ceux nés en 1951 et partis en 2015. Cette baisse de rendement, résultant du refus patronal d'augmenter les ressources du régime, incite les cadres à se tourner vers la capitalisation. La CGT annonce son intention de relancer l'offensive sur la valeur du point et les droits des futurs retraités, avec un double objectif : garantir le niveau des futures retraites par rapport aux salaires de fin de carrière et assurer l'augmentation du pouvoir d'achat des pensions en parité avec celui des salariés. 

**TU VEUX
DES DROITS ?**

**DE MEILLEURES
CONDITIONS
DE TRAVAIL ?**

**UN MEILLEUR SALAIRE
ET UNE MEILLEURE
RETRAITE ?**

**FAIS COMME NOUS,
VOTE CGT !**



Fédération
Commerce
Services

la cgt

SAP.CGT.FR

STOP À LA LOCATION GÉRANCE : FORTE MOBILISATION À BERCY

Face à la croissante utilisation de la location gérance ou de la franchise par les grands groupes, notamment le groupe Carrefour, la Fédération du Commerce et des Services, ainsi que les salariés de la grande distribution, ont organisé une mobilisation importante pour exprimer leur ras-le-bol.

Elhadji Niang, secrétaire fédéral

Leur journée d'action et de mobilisation a débuté le 21 novembre avec un appel à la grève des secteurs du commerce et des services. Lorsqu'ils sont arrivés au centre commercial Carrefour Bercy 2 dans le département 94, la direction a rapidement compris qu'il était plus judicieux de baisser les rideaux que de revivre l'occupation de 24 heures qu'elle avait connue il y a environ un an et demi.

Cette réaction anticipée peut probablement être attribuée à la communication de la flash quelques semaines auparavant, car la direction a posé des questions aux membres élus de la CGT Carrefour pour en savoir plus, en vain. Cela indique une alerte maximale au sein de l'entreprise, mais n'a pas empêché les militants d'envahir le centre commercial.

Avec 250 participants à cette journée de mobilisation, l'animation était au rendez-vous, soutenue par la présence de Sophie Binet, ce qui a donné une autre dimension à la mobilisation, de même que la présence de la France insoumise, accueillie



par des applaudissements enthousiastes.

Malgré plusieurs interventions, dont celle de Pascal, délégué syndical chez Carrefour de Bercy, Zohra, déléguée de groupe Carrefour, Jérôme, ancien salarié et cadre du groupe Carrefour, Alexis Corbières, député LFI, Elhadji, secrétaire fédéral, Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, avec la clôture par Patricia, administratrice, le fond reste le même : la dénonciation des pratiques de la location gérance qui continuent de détruire la communauté de travail.

Il a été souligné que les dirigeants ne travaillent pas, mais que leurs revenus continuent d'exploser en exploitant les travailleurs. « Carrefour a multiplié par 8 l'argent distribué aux actionnaires depuis l'arrivée de Bompard », selon Sophie. La rémunération de M. Bompard, atteignant 9,2 millions d'euros, a une fois de plus été mise en lumière lors de cette action, soit plus de 400 fois le salaire moyen

dans l'entreprise. Le nombre de postes supprimés est de 30 000 depuis 2018.

La dénonciation de la politique sociale et économique de Bompard, faisant un usage systématique de la location gérance, a été particulièrement forte. La CGT exige que M. Bompard réponde de ses pratiques devant les parlementaires, affirmant que celui qui a brisé des milliers de salariés doit répondre de ses actes.

Face à l'importance des enjeux soulevés, nécessitant un processus prolongé pour aboutir à des résultats, les militants ont compris qu'ils en étaient au début de la lutte et sont prêts à poursuivre jusqu'au bout. La prochaine étape consistera à se battre pour que Bompard soit entendu, même en cas d'arrêt de la location gérance, car il doit répondre de ses actions. ⓘ

cinéma

BÂTIMENT 5 de Ladj Ly

En salle le 6 décembre



Haby, jeune femme très impliquée dans la vie de sa commune, découvre le nouveau plan de réaménagement du quartier dans lequel elle a grandi. Mené en catimini par Pierre Forges, un jeune pédiatre propulsé maire, il prévoit la démolition de l'immeuble où Haby a grandi. Avec les siens, elle se lance dans un bras de fer contre la municipalité et

ses grandes ambitions pour empêcher la destruction du bâtiment 5.

Et aussi au cinéma...

MA FRANCE À MOI de Benoît Cohen

En salle le 20 décembre



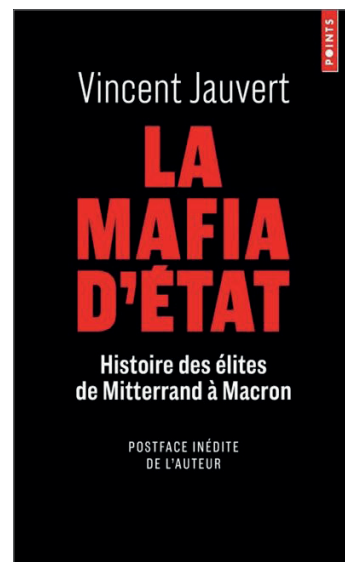
France, la soixantaine, vit seule dans son appartement bourgeois de l'est parisien. Lorsqu'elle entend parler à la radio d'une association qui met en contact des personnes réfugiées sans logement et celles ayant la possibilité de les accueillir, elle décroche son téléphone pour se porter volontaire. Quelques jours plus tard, Reza, jeune afghan d'à peine vingt ans, débarque dans

sa vie. Ces deux êtres, qui n'ont rien en commun, vont devoir apprendre à vivre ensemble...

lecture

La Mafia d'État Vincent Jauvert, Points. 192 p.

En France, un petit groupe de hauts fonctionnaires truste la plupart des postes clés et lucratifs – dans les grandes entreprises privées comme au cœur de l'État. Grâce à une quarantaine de témoignages inédits, La Mafia d'État révèle les secrets de cette tribu de grands commis souvent plus préoccupés par l'argent et le pouvoir que par l'intérêt général. On y apprend comment ils se cooptent dans les conseils d'administration de groupes privés, parfois aux limites de la loi ; comment ils font fortune grâce au démantèlement de l'État qu'ils ont eux-mêmes orchestré ; comment certains ont continué à manœuvrer habilement et à prospérer pendant la crise sanitaire. Un document nécessaire sur la nouvelle « noblesse d'État ».





Dans les moments sensibles, vous pouvez compter sur nous !

Parce que personne n'est à l'abri des moments difficiles de la vie, **votre complémentaire santé et/ou prévoyance vous protège lorsque vous et votre famille en avez le plus besoin** (aide à la famille, aux aidants familiaux, en cas de fragilités budgétaires, de handicap ou de cancer).

Pour en savoir plus sur votre **accompagnement social**, consultez notre site internet **malakoffhumanis.com**



SANTÉ - PRÉVOYANCE - RETRAITE - ÉPARGNE

Malakoff Humanis Prévoyance - Institution de prévoyance régie par le livre IX du Code de la Sécurité sociale - Immatriculée au répertoire SIRENE sous le numéro 775 691 181- Siège : 21 rue Laffitte 75009 Paris